

UNRWA ou la schizophrénie occidentale

Depuis le pogrom du 7 octobre et la guerre déclenchée par le Hamas contre Israël, pas un jour ne passe sans que l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, mieux connu sous le nom d'UNRWA, ne soit impliqué dans un scandale.

Aujourd'hui même, les Nations Unies annoncent l'ouverture d'une enquête sur la possible implication de 12 de ses employés dans l'attaque terroriste du 7 octobre par le Hamas. Ceci a amené les États-Unis à immédiatement suspendre tout financement jusqu'à nouvel ordre

Pas de quoi nous surprendre.

En effet, l'organisation UN Watch révélait il y a quelques semaines des noms d'enseignants et d'employés de l'UNRWA à Gaza, qui, dans un groupe Telegram de plus de 3000 membres, avaient célébré les pogroms du 7 octobre, louant en 'héros' meurtriers et violeurs, partageant avec entrain des clichés d'Israéliens morts ou capturés, et incitant à l'exécution d'otages encore retenus. Interpellés, l'UNRWA et l'ONU, n'ont souhaité faire aucun commentaire.

Le mois dernier déjà, Almog Boker, journaliste israélien, avait également rapporté qu'un des otages israéliens libérés avait été détenu dans la maison d'un enseignant de l'UNRWA à Gaza. L'unité du porte-parole de Tsahal a quant à elle révélé que des dizaines de roquettes et d'autres armes avaient été trouvées dans des caisses de l'UNRWA dans des maisons privées du nord de la bande de Gaza. De nombreux membres de la Force Nukhba (l'unité d'élite du Hamas qui a mené le massacre) sont des diplômés ou même des employés de l'UNRWA. Le plus notable est l'un des principaux terroristes tués lors des combats à Gaza, le ministre de l'Économie du Hamas, Jawad Abu Shamala, qui avait été enseignant dans une des écoles de l'UNRWA à Khan Yunis.

Créée en 1949 pour offrir refuge et aide aux réfugiés palestiniens après la guerre israélo-arabe de 1948, l'UNRWA devait être une solution temporaire. Mais sous l'influence des pays arabes, elle s'est pérennisée, devenant la seule agence de réfugiés au monde dédiée à une population spécifique, alors que toutes les autres sont sous l'égide de l'UNHCR.

Contrairement à tous les autres réfugiés, le statut de réfugié palestinien se transmet effectivement de génération en génération. Même un citoyen d'un pays tiers peut en même temps être « réfugié palestinien ». Ainsi, en Jordanie, des réfugiés palestiniens vivent avec une double identité de réfugiés à la fois.

En 74 ans d'existence, le nombre de bénéficiaires de l'UNRWA est passé de 750 000 réfugiés à la veille de la création de l'État d'Israël à 5,9 millions en 2022. Ce chiffre inclut 1,6 million de personnes à Gaza, une quatrième génération de « réfugiés », vivant dans ce qui est pourtant censé être le Territoire palestinien.

Avec l'augmentation artificielle du nombre de réfugiés, l'UNRWA est devenue une vaste organisation dont le chiffre d'affaires dépasse le milliard de dollars par an (une somme en

constante augmentation compte tenu de l'accroissement du nombre de réfugiés). Elle ne dispose pas d'un budget de l'ONU, recevant 95 % de ses fonds des pays occidentaux, dont l'Union européenne, l'Allemagne et la France. Les 57 pays arabes et musulmans ne financent l'UNRWA qu'à hauteur de quelques millions de dollars.

Le système éducatif, qui représente environ 60 % du budget de l'UNRWA, joue un rôle important dans la création d'une identité palestinienne basée entièrement sur l'idée du droit au retour (y compris en Israël), vouée à la disparition de l'État juif et de la vengeance.

Il n'est donc pas surprenant que les écoles de l'UNRWA enseignent qu'Israël est une entité amorphe, une entité sioniste, qu'elle doit être détruite ou qu'elle disparaîtra un jour. L'objectif du système scolaire n'est pas d'enseigner la paix et l'avenir d'un futur État palestinien mais de faire prospérer l'idée que la Palestine de « la rivière à la mer » sera conquise. Les enfants le disent expressément, parlent de devenir des « shahids » (martyrs) dans des dizaines de rapports et de vidéos en ligne.

Depuis des décennies, une réalité est sciemment ignorée : l'UNRWA perpétue le conflit et radicalise. Prenons l'exemple d'un jeune de 20 ans dans un camp de réfugiés au Liban. Identifié comme réfugié palestinien, il est dépourvu de passeport libanais et confronté à des restrictions d'emploi. Sa réalité quotidienne est imprégnée de la promesse d'un retour en Palestine, dans des villes comme Jaffa ou Haïfa. Pour lui, la guerre de 1948 et son statut ne se termineront que lorsque Israël sera éliminé.

Le 7 octobre devrait être un moment déclencheur, qui devrait permettre au monde de comprendre que les mêmes méthodes employées jusqu'à présent mèneront forcément aux mêmes erreurs et que les sommes considérables envoyées à l'UNRWA n'ont pas acheté la tranquillité, mais ont créé une génération de Palestiniens qui souhaitent la destruction de l'État d'Israël et la mort de ses habitants.

L'UNRWA est plus qu'une anomalie humanitaire ; c'est le reflet d'une politique schizophrène, où l'Union européenne, les États-Unis et le reste de l'Occident, tout en prônant la coexistence de deux États, financent une entité qui nourrit le conflit et qui radicalise toute une génération. C'est comme si la France finançait massivement la construction d'implantations en Cisjordanie et des jeunes violents qui souhaitent se prendre aux palestiniens tout en affirmant qu'elle souhaite la création d'un État palestinien souverain et contigu à Gaza et en Cisjordanie.

Pour ces raisons, la pragmatique Suisse avait déjà remis en question son soutien à l'UNRWA, votant il y a quelques semaines pour un arrêt de son financement. Le fait que les États-Unis s'y joignent aujourd'hui face à des accusations aussi graves et significatives marque un tournant important. La France et l'Union européenne doivent suivre.

L'Occident doit comprendre que la poursuite de la politique actuelle mènera au même drame qui a produit le 7 octobre, car les pays qui donnent de l'argent incitent indirectement nombre de Palestiniens et notamment les enfants, à cultiver la haine et à perpétuer le conflit. Si l'Occident se soucie vraiment des Palestiniens, il devrait mettre un terme à tout cela.